

que se le rappelleront les députés qui étaient ici,—proposition tendant à la formation d'une société de la Couronne qui serait chargée d'aménager le tronçon nord-ontarien ou improprement d'un pipe-line entièrement canadien à des conditions qu'il a mentionnées et qui serait loué exclusivement à la *Trans-Canada Pipe Lines Limited*.

Je le déclare aux honorables membres du gouvernement, cette proposition a été critiquée avec beaucoup de sévérité et d'âpreté par le leader de l'opposition d'alors, l'honorable George Drew. Il a déclaré, et je cite ses paroles, qu'on demandait au parlement:

D'établir une société de la Couronne qui utilisera des deniers publics pour aider des entreprises financières des États-Unis à mettre effectivement la main sur une de nos principales ressources. Je doute qu'il y ait un précédent à une telle proposition.

Telle était la situation quand on a approuvé le bill du pipe-line plus tard l'an dernier, et telle est la situation aujourd'hui. Les Canadiens croyaient que le parti conservateur, s'il était élu au pouvoir, la rectifierait. Des entreprises géantes des États-Unis appuyaient et appuient encore cette entreprise. Elles ont été signalées au compte rendu par le chef de l'opposition d'alors, M. Drew, et par d'autres, en maintes occasions, durant les débats suivants. Les députés qui étaient ici en gardent des souvenirs très vivants, et ces entreprises sont encore les éminences grises des pipe-lines transcanadiens.

Puis-je rappeler au gouvernement les paroles de sir John Macdonald, consignées à la page 494 du premier volume des débats de 1880-1881. J'apporte une modification aux paroles de sir John, dans cette citation; je vais remplacer l'expression "chemins de fer", comme je l'ai fait il y a deux ans, par les mots "sociétés de gaz". Autrement, ce sera une citation textuelle de ce que sir John A. Macdonald a dit au Parlement lors du débat sur la construction du chemin de fer transcontinental. Voici ses paroles:

Je peux m'en remettre à l'intelligence des députés...

Je voudrais bien, soit dit en passant, pouvoir en faire autant.

...Je peux m'en remettre à l'intelligence des députés et au patriotisme du pays. J'ai confiance que, grâce, non seulement au patriotisme mais aussi au bon sens du Canada, il sera possible d'en venir à un arrangement qui nous apportera tout ce que nous désirons, qui satisfera toutes nos aspirations loyales et légitimes, et nous permettra d'édifier un Canada grand, uni, riche, grandissant et progressiste, au lieu de nous laisser à la merci des lois américaines, des "sociétés de gaz" américaines, du joug américain, des péages américains, des tarifs-marchandises américains et de toutes les machinations, petites et grandes, auxquelles se livrent les sociétés américaines de gaz.

Quels sont ceux parmi nous qui, s'étant renseignés sur les faits, depuis l'époque des scandales de la *Teapot Dome* jusqu'à nos jours, ne connaissent pas les manœuvres auxquelles se sont livrées, à l'occasion, les sociétés pétrolières américaines?

Nous devons garder encore ces mots à la mémoire, car les principaux commanditaires de la *Trans-Canada Pipe Lines* sont des sociétés américaines encore puissantes qui, à l'occasion, ont été critiquées et dont les pratiques antisociales ont fait l'objet d'enquêtes aux États-Unis. C'est en s'inspirant de sa tradition que le parti conservateur a participé aux débats qui ont abouti au bâillon et, évidemment, à l'adoption du bill sur la *Trans-Canada Pipe Lines* en juin 1956. Pour notre part, notre attitude a toujours été logique; nous avons réclamé que cette canalisation soit aménagée par le gouvernement du Canada, non pas pour la *Trans-Canada Pipe Lines Company*, mais pour la population canadienne, et non pas non plus, comme c'est le cas maintenant, pour l'utilisation et l'avantage, en définitive, d'une société privée.

Il y a quelques instants, j'ai parlé des traditions du parti conservateur; nous nous attendons, ai-je dit, qu'il reste fidèle à ces traditions sur lesquelles se fondait, dans une large mesure, comme les conservateurs l'ont reconnu eux-mêmes, son opposition au bill sur le pipe-line transcanadien. Sir John A. Macdonald a joué sa carrière politique sur le principe du contrôle canadien des secteurs fondamentaux de l'économie canadienne. Il a lutté, envers et contre tout, souvent quand la partie semblait perdue d'avance, pour empêcher des sociétés américaines de dominer notre premier chemin de fer transcontinental. Dès 1871, d'après l'excellente biographie du professeur Creighton, Macdonald écrivait,—je le cite de nouveau:

Allan s'est uni à plusieurs capitalistes américains pour demander au gouvernement du Canada l'autorisation d'aménager notre chemin de fer Pacifique-Canadien.

Je pourrais juste modifier cela légèrement et dire que certains Canadiens se sont unis aux capitalistes américains pour aménager un pipe-line à travers le Canada avec l'appui financier du gouvernement conservateur du Canada. Je continue de citer:

Le gouvernement est naturellement heureux de recevoir toutes les demandes qui témoignent un intérêt dans l'entreprise et en indiquent la valeur, mais jusqu'à maintenant nous ne sommes parvenus à aucune conclusion à son sujet.

Puis il ajoute:

Vous pouvez compter que nous ferons en sorte de protéger suffisamment les intérêts canadiens et de voir qu'aucun cartel américain ne puisse en prendre la direction.